

2 octobre 2002 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Gerhard Schroeder, Chancelier allemand, sur la coopération franco-allemandes sur l'Europe et sur la position franco-allemande concernant l'idée d'une nouvelle résolution de l'ONU pour une intervention militaire contre l'Irak, Paris le 2 octobre 2002.

LE PRESIDENT - Mesdames, messieurs, c'était pour moi naturellement un plaisir de recevoir, pour la première fois depuis les élections allemandes, le Chancelier et de poursuivre ainsi une coopération et une amitié fortement enracinées.

Nous avons d'abord évoqué, naturellement, les problèmes européens, notamment dans le cadre de la préparation des sommets de Bruxelles et de Copenhague et nous avons confirmé ce que nous avons dit à Schwerin et à Hanovre, c'est-à-dire que nous aurions une position commune s'agissant des trois sujets essentiels qui se trouvent devant nous : les problèmes de l'élargissement, y compris les problèmes agricoles et financiers, les problèmes des institutions, de leur réforme dans le cadre de la Convention, et la relance de la politique européenne de sécurité et de défense.

Nous avons également évoqué la relance de la coopération germano-française à l'occasion du 40ème anniversaire du Traité de l'Elysée, le 22 janvier prochain, l'ensemble de ces réflexions nous conduisant à mettre en oeuvre un renforcement des solidarités dans tous les domaines entre l'Allemagne et la France.

Prochaine étape de nos entretiens, le 14 octobre en France, sous la forme d'un dîner, je dirais, Blaesheim, c'est-à-dire le Chancelier, moi-même et les deux ministres des Affaires étrangères, pour mettre au point notre position commune avant les Conseils européens. Ensuite, une réunion toujours de type Blaesheim, en Allemagne cette fois-ci, sans doute vers le 23-24-25 octobre, c'est-à-dire après l'investiture du nouveau gouvernement allemand.

Nous avons ensuite évoqué les problèmes internationaux. Le problème du Moyen-Orient, pour une fois de plus regretter que l'on n'arrive pas à sortir de l'engrenage de la force, de la violence et de la terreur et pour confirmer la position de l'Europe, qui est celle de l'Allemagne et de la France comme elle est celle de l'Angleterre, c'est-à-dire le souhait de voir se réunir rapidement une conférence internationale.

Et nous avons bien entendu évoqué le problème de l'Irak, pour constater que, sans aller jusqu'aux mêmes conclusions, ce qui est tout à fait légitime comme nous l'avions dit à Hanovre il y a quelques semaines, notre approche et notre analyse sont tout à fait semblables. Nous voulons avant tout que l'Irak soit dépourvu de tout armement de destruction massive et que cela soit contrôlé sans aucune ambiguïté. Et pour cela, nous voulons que les inspecteurs puissent retourner là-bas sans condition et nous avons apprécié et approuvé les efforts engagés dans ce domaine par M. BLIX.

Faut-il à ce sujet faire ou non une nouvelle résolution ? C'est un problème qui doit être discuté entre les membres du Conseil de Sécurité. En revanche, nous sommes tout à fait hostiles à ce

qu'une résolution indique dès maintenant le caractère automatique d'une intervention militaire. Vous voyez donc que l'approche allemande et l'approche française sont les mêmes et, comme nous l'avions dit à Hanovre, répondant d'ailleurs à une question qui avait été posée lors du point de presse, l'Allemagne a clairement défini sa position pour ce qui concerne l'éventualité d'un engagement militaire, ce que je peux naturellement comprendre. La France, étant membre du Conseil de Sécurité, n'a naturellement pas la possibilité de donner dès maintenant sa position mais réaffirme clairement, comme l'Allemagne, que la seule capacité à décider d'une action militaire, c'est le Conseil de Sécurité qui en dispose.

LE CHANCELIER SCHROEDER - Mesdames et Messieurs, je me réjouis tout particulièrement d'être ici ce soir pour réaffirmer encore une fois les relations amicales entre nos deux pays, entre nos deux peuples mais également nos relations amicales personnelles entre le Président et moi-même.

L'Europe est à la veille d'une décision historique. Nous devons et nous pouvons faire l'élargissement attendu et les hommes politiques actuellement aux affaires ont à saisir cette chance unique qui s'offre à nous de faire enfin de cette Europe, qui pendant si longtemps a été le théâtre d'affrontements sanglants, un espace de paix et de prospérité pour tous ses peuples. C'est une chance historique qu'il ne faut pas laisser passer et, tout particulièrement, c'est une chance que la France et l'Allemagne doivent saisir et réaliser. Nous avons vu au cours des semaines et des mois écoulés quelle était l'importance capitale de la coopération entre la France et l'Allemagne et que l'Europe avait besoin que cette coopération se renforce encore. Et nous sommes, le Président et moi-même, fermement décidés à veiller à ce que ceci soit le cas. En ce qui concerne le Proche-Orient, je n'ajouterai rien à ce qu'a dit le Président parce que nous sommes en la matière totalement d'accord. Il faut en effet donner toutes ses chances au processus de paix au Proche-Orient. Il faut bien entendu que le peuple israélien puisse vivre en paix et en sécurité à l'intérieur de ses frontières et ne pas être exposé au terrorisme. Il est vrai aussi que les Palestiniens ont droit à un Etat. Et nous allons ensemble oeuvrer pour que ces objectifs soient atteints et je n'ai rien à ajouter à ce que le Président a dit quant aux instruments qu'il fallait mettre en oeuvre et aux méthodes à mettre en oeuvre pour atteindre ces objectifs. Je voudrais également dire que j'ai été particulièrement heureux et touché par la compréhension dont le Président a fait preuve à l'égard de la position allemande sur l'Iraq. Nous avons défini et arrêté cette position avant les élections allemandes. Au lendemain de ces élections, cette position ne change pas. Sur le fond, nos positions sont en effet très proches et je dois dire que je comprends parfaitement la position de la France. J'ai le plus grand respect pour le membre permanent du Conseil de Sécurité qu'est la France et, en sa qualité de membre permanent, je comprends parfaitement que la France a besoin de marges de manoeuvre un petit peu plus importantes que l'Allemagne, qui n'est pas au Conseil de Sécurité. Donc, j'ai le plus grand respect, la plus grande compréhension pour la position de la France.

QUESTION - Si l'Iraq s'oppose à tous les efforts diplomatiques entrepris ?

LE CHANCELIER SCHROEDER - En matière de politique étrangère, j'évite de réagir à des réflexions purement théoriques. J'ai défini quelle était la position de l'Allemagne, elle est ce qu'elle est, elle ne change pas.

QUESTION - Est-ce que vous êtes prêt à présenter des excuses au Président BUSH pour la position allemande ?

LE CHANCELIER SCHROEDER - Je crois ne pas avoir compris votre question, Monsieur.

QUESTION - J'ai une question concernant l'Iraq. Est-ce que vous êtes tous les deux d'accord pour durcir le mandat des inspecteurs en désarmement de l'ONU, comme les Américains l'ont demandé ?

LE PRESIDENT - Nous n'avons pas de position a priori dans ce domaine. Il y a un responsable, c'est M. BLIX. Il va rendre compte demain au Conseil de Sécurité. Nous attendons son compte rendu et nous en tirerons les conséquences. Tout ce que je tiens à vous dire, c'est que nous lui faisons confiance.

Je vous remercie.